

Pour des élections transparentes et un engagement effectif dans la lutte contre la corruption

Transparency Maroc a toujours considéré la promotion d'élections démocratiques et transparentes comme un pilier essentiel de la stabilité d'un pays, un garant de sa crédibilité institutionnelle, un signal fort vis-à-vis de la communauté nationale et internationale. Dans la perspective des élections législatives de septembre 2007, le débat est revenu sur les moyens de donner à l'opération électorale le caractère d'intégrité et de transparence nécessaires, éléments essentiels pour renforcer et améliorer le processus démocratique en général.

Les pouvoirs publics, les médias publics et la Justice doivent prendre les mesures adéquates pour assurer la transparence des élections, la protection des droits électoraux des citoyens et la sanction immédiate et exemplaire des fraudeurs et des corrompus. La société civile doit maintenir sa vigilance et constituer un vecteur d'alerte, notamment à travers l'observation et la diffusion de l'information.

Le nouveau mode de scrutin confère aux partis politiques une responsabilité particulière dans la sincérité des élections. Il les rend directement responsables du choix des candidats, du financement de la campagne et de son déroulement qui a lieu désormais en leur nom quasi-exclusivement. Aussi, il leur revient de garantir une compétition loyale en déclarant explicitement et publiquement leur attachement aux règles d'éthique et de transparence et leur volonté de se désolidariser de toute pratique déviante.

Pareil engagement les rend également comptables à l'égard du public des fonds réunis et dépensés durant la campagne et les oblige à rendre publics leurs comptes.

Transparency Maroc qui n'est pas partie prenante dans la campagne électorale, porte un grand intérêt à la transparence des élections, leur intégrité et l'effectivité des institutions représentatives dans le contrôle de l'exécutif, le dépassement de l'impunité, la lutte contre la corruption par la promotion de la bonne gouvernance. Elle garde beaucoup d'espoir que ce fléau reconnu par les pouvoirs publics - et quasiment tous les programmes des partis politiques - puisse faire l'objet d'un consensus national et un engagement effectif ; que les institutions qui sortiront des élections du 7 septembre puissent considérer la lutte contre la corruption parmi ses priorités majeures et un combat au quotidien.

Bureau Exécutif de Transparency Maroc, Rabat, 1^{er} septembre. 2007